



COMMUNIQUE DE L'USP du 16 février 2018

Solidaires pour la démocratie en Turquie

L'Union Syndicale de la Psychiatrie (USP) exprime sa profonde inquiétude face au recul de la démocratie en Turquie, orchestrée par le gouvernement Erdogan. Plus particulièrement, nous exprimons notre indignation face à la répression qui s'abat sur nos collègues turc-que-s, médecins et universitaires.

Depuis la tentative avortée de coup d'État du 15 juillet 2016, des centaines parmi eux ont fait l'objet de licenciements, d'entraves à leur liberté de circulation (retraits de passeports), d'emprisonnements, pour le simple motif d'avoir exprimé une opinion (fut-ce dans le cadre de leurs fonctions d'enseignant, de soignant ou de chercheur) ou même sans aucun motif.

Auparavant déjà, après la signature **en janvier 2016**, par des centaines d'universitaires turc-que-s, de **l'appel du collectif « Universitaires pour la Paix »** (appelant à faire cesser les actions militaires de l'armée turque contre les populations Kurdes du Sud-Est de la Turquie) nombre de nos collègues turc-que-s ont subi la répression.

La situation en Turquie, et l'offensive militaire turque en Syrie, fournissent maintenant et depuis de mois le prétexte pour l'intensification de ces persécutions.

Les signataires de cette pétition sont poursuivis pour « propagande en faveur du terrorisme » ; ils encourrent de lourdes peines de prison, alors qu'aucun rapport n'a été démontré, pour aucun d'entre eux, ni avec des actes terroristes, ni avec la mouvance qui a tenté de renverser Erdogan en 2016.

Tout récemment, **le Docteur Onur Hamzaoglu**, Professeur d'Epidémiologie et de santé Publique, à l'Université de Kocaeli, membre du Conseil de l'Association Internationale pour les politiques de Santé en Europe (IAHPE), et figure emblématique en Turquie de la recherche sur les déterminants socio-environnementaux de la Santé, vient d'être arrêté.

Nous savons, instruits par l'histoire récente, que le non-respect des droits humains et civiques et les reculs de la démocratie dans un pays, se propage aisément dans d'autres pays de la région et du monde.

Nous réclamons la libération immédiate, la levée des sanctions et le retrait des accusations injustifiées prononcées à l'égard de nos collègues par le gouvernement turc.

Nous appelons toutes les organisations professionnelles médicales françaises à se déclarer – à l'instar d'ONG, d'organisations et revues professionnelles internationales et de plusieurs personnalités – solidaires de nos collègues turc-que-s qui subissent la répression.

Nous appelons les instances hospitalières et universitaires françaises à promouvoir des actions de solidarité concrète envers ceux de nos collègues turc-que-s, médecins ou universitaires qui, contraint-e-s de quitter la Turquie à cause de leurs opinions, se trouvent en France. Nous les appelons à suspendre toute coopération avec des institutions turques, susceptible de banaliser la situation actuelle en Turquie.

Nous appelons le gouvernement français et le Président de la République à adopter une position claire face au déni des droits humains et civiques qui sévit en Turquie.

Manolis Kosadinos, vice-président

Philippe Gasser, vice-président

Olivier Boitard, secrétaire

Pascal Boissel, président